

## ENTERREMENT HIER D'ABDERREZAK BOUHARA AU CIMETIÈRE D'EL ALIA

## Un hommage à la hauteur de l'homme

*C'est sous une pluie battante, que feu Abderrezak Bouhara a été inhumé hier au cimetière d'El Alia, à l'est d'Alger. Ainsi, ils étaient très nombreux à rendre un dernier hommage à celui qui était prédestiné à succéder à Belkhadem à la tête du FLN.*

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - Décédé hier suite à une hémorragie interne, le sénateur et membre du comité central du parti Front de libération nationale (FLN), Abderrezak Bouhara a été inhumé hier au cimetière d'El Alia en présence de ses proches, amis et compagnons de lutte.

En effet, les très fortes chutes de pluie qui se sont abattues n'ont pas empêché la foule nombreuse à se rendre au cimetière d'El Alia pour rendre un dernier hommage au défunt.

Ainsi, aux côtés des membres de la famille du défunt, étaient présents les présidents du Conseil de la nation, M. Abdelkader Bensalah, de l'Assemblée populaire nationale (APN), M. Mohamed Larbi Ould Khelifa et du Conseil constitutionnel, M. Tayeb Belaïz.

Etaient également présents aux obsèques, le Premier ministre, M. Abdelmalek Sellal, accompagné de plusieurs de ses ministres, ainsi

que des personnalités nationales politiques et des moudjahidine. Des personnalités politiques, on peut également citer des responsables de partis politique ou de leurs représentants à l'image de Djoudi du PT, de Bahbouh de l'UFDS, de Abdellah Djaballah, de Mokri du MSP ou encore de Abdelmadjid Sidi Saïd de l'UGTA. Mais, il n'en demeure pas moins, que la présence des militants du FLN, dont des membres influents du comité central ou ceux incarnant les différentes tendances qui traversent ce parti ont été les plus remarquables.

Parmi ces derniers, on peut citer l'ex-secrétaire général Abdelaziz Belkhadem, ses détracteurs du mouvement de redressement à l'image de Abada et Kara. Il y avait aussi les ex-chefs du gouvernement, soit Mouloud Hamrouche, Ali Benflis ou encore Mokdad Sifi. Autre fait marquant : «Le défunt qui devait faire consen-



Abderrezak Bouhara a été inhumé au cimetière d'El Alia.

sus entre les différents clans qui se disputent la direction du parti du FLN a réussi à le faire malgré lui en cette pénible occasion», explique un membre influent du FLN qui a tenu à s'exprimer sous le sceau de l'anonymat. En effet, hier, les différents animateurs des

diverses tendances ont enterré leurs haches de guerre pour se présenter les uns aux autres leurs condoléances. Un geste qui n'a pas échappé aux commentaires des gens de la presse. Cela étant, dans une oraison funèbre, l'ami du défunt et ancien ministre, M.

Abdelghani El Okbi, a rendu un hommage au défunt Bouhara, pour son parcours militant, militaire et politique, durant la guerre de Libération nationale et après l'indépendance de l'Algérie.

Ancien officier supérieur de l'Armée de libération nationale (ALN) et de l'Armée nationale populaire (ANP), qu'il quitte avec le grade de lieutenant-colonel en 1977, Abderrezak Bouhara, décédé à l'hôpital militaire Mohamed-Seghir-Nekkache d'Aïn Naâdja, a assumé le commandement de la brigade de l'ANP qui était en mission à Suez au Moyen-Orient en 1967 pour participer à la guerre arabo-israélienne. Il a occupé le poste de ministre de la Santé durant la période 1979-1982.

Au sein du parti du FLN, le défunt était membre des comités exécutif et central depuis décembre 1989. En janvier 2004, il est désigné, par le président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika, membre du Conseil de la nation, où il fut vice-président.

A. B.

## MALI

## Le Mujao signe sa première contre-attaque

La guerre au Mali, entamée avec l'intervention de l'aviation militaire française le 11 janvier dernier, est entrée dans sa phase cruciale : les attentats kamikazes et la guérilla dans les venelles des villes du nord, notamment à Gao. Hier, les soldats français ont dû faire appel à des hélicoptères de combat pour déloger un groupe du Mujao qui s'était retranché dans le commissariat principal de la ville. L'armée française, appuyée par les forces maliennes, est confrontée au plus dur dans cette guerre au Mali. Avant-hier, dans la ville de Gao, elle a essuyé la première véritable contre-attaque des islamistes du Mujao. Des combats de rue entre soldats français et djihadistes ont fait rage durant la journée du dimanche. L'aviation française a dû intervenir pour déloger un groupe d'islamistes fortement armé qui s'était retranché dans le commissariat central de la ville, un lieu que les éléments du Mujao avait transformé en quartier général durant leur prise de la ville. Les bombardements ont été déclenchés hier matin. La bâtisse a été totalement détruite.

Un journaliste de l'AFP a rapporté avoir vu de nombreux débris de corps humains. D'autres sources ont affirmé que des islamistes se trouvant à l'intérieur du commissariat se seraient fait exploser. Le premier bilan non officiel des accrochages et des bombardements, établi hier en début de soirée, faisait état de 5 morts, deux djihadistes et trois civils ainsi que 17 blessés, dont deux soldats maliens. La mort de trois civils dans les accrochages de rues et les blessures de 15 autres personnes ont été confirmées par une source hospitalière. De même que l'armée malienne a confirmé les blessures de deux soldats dans la contre-offensive menée dimanche par le Mujao contre les forces françaises et maliennes.

Le porte-parole du Mujao, Abou Walid Sahraoui, qui a revendiqué l'engagement de cette guérilla dans la ville de Gao, a affirmé que les combattants du Mujao sont dans Gao et entendent y rester. Les terroristes semblent avoir bien planifié cette riposte aux forces françaises et maliennes qui s'étaient déployées dans le nord du Mali sans vraiment éprouver de résistance véritable. Depuis samedi, ils ont enclenché des opérations kamikazes, deux en moins de 24 heures ayant ciblé un poste de contrôle de l'armée malienne.

Ces attentats kamikazes ont été revendiqués par le Mujao. Des suites des deux opérations kamikazes, un climat de peur s'est installé à Gao. La crainte de nouveaux attentats a conduit hier à la fermeture du marché principal de la ville. «Nous sommes dans la crainte d'un attentat, c'est pour cela que pour des raisons de sécurité, nous avons évacué le marché de Gao», a confirmé un officier de l'armée malienne. L'armée française est intervenue au Mali le 11 janvier dernier, suite à un SOS lancé à son endroit par les autorités de transition de Bamako qui redoutaient un déferlement des terroristes vers la capitale. Ces derniers avaient attaqué et pris la ville de Konna, située au centre du Mali. La France a de suite mis sur pied l'opération Serval, qui a consisté dans un premier temps en un bombardement intensif des positions islamistes dans le centre du pays pour stopper la progression des islamistes vers le sud.

La remontée des forces françaises au sol vers le nord du Mali n'a pas rencontré de grande résistance, jusqu'à ces derniers jours où le Mujao s'est engagé dans les combats.

Sofiane Aït Iflis

## NÉGOCIATIONS POUR L'ACCESSION À L'OMC

Benbada souhaite la tenue du 11<sup>e</sup> round en avril

**Le onzième round des négociations pour l'accession de l'Algérie à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) devrait avoir lieu fin mars ou début avril 2013.**

**Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir)** - C'est le souhait que formulait hier au Palais des Expositions (Pins-Maritimes) à Alger le ministre du Commerce, en marge d'une réunion d'évaluation des Chambres de commerce et d'industrie (CCI).

Selon Mustapha Benbada, la partie algérienne continue de négocier la programmation de la date de ce round avec le président du groupe de travail chargé du dossier Algérie. Certes, il précise que plusieurs pays engagent des discussions similaires en vue de leur accession à l'organisation multilatérale.

Néanmoins, cette date ne devrait pas être trop éloignée, laisse entendre le ministre du Commerce. Ce, dans la mesure où le dossier final de l'Algérie devrait être diffusé dès le 20 février prochain à l'ensemble des membres du groupe de travail et qu'un délai de quatre semaines semble suffisant pour son traitement. Sans en donner les détails précis, Mustapha Benbada a ainsi indiqué que les discussions portent sur les offres de services et de marchandises ainsi que



Benbada prêt à sanctionner les CCI.

sur les obstacles techniques au commerce.

L'occasion pour le ministre du Commerce de réaffirmer que la position de l'Algérie est «claire». Dans le même contexte, Mustapha Benbada a indiqué que la partie algérienne attend la réponse de l'Union européenne pour la tenue d'une rencontre «informelle» avant la tenue du 11<sup>e</sup> round.

#### Benbada critique vis-à-vis des CCI

Regroupant les directeurs des CCI et consacrant à l'examen d'un plan d'action opérationnel, cette rencontre a surtout permis au ministre du Commerce de dresser un bilan mitigé, voire négatif de l'action des Chambres. Certes, Mustapha Benbada constate que la situation des Chambres s'est relativement améliorée sur le plan administratif mais aussi financier, en

évoquant la consolidation des revenus 2012 à plus de 506 millions de dinars. Dans cet ordre d'idées, le ministre du Commerce indique qu'une convention collective unifiée est en cours de mise en œuvre et qu'un audit général de la situation des Chambres devrait être lancé prochainement.

Toutefois, Mustapha Benbada n'a pas été avare en critiques sur l'activité des CCI en général, stipendant notamment leur inaction, leur propension à «la routine» ainsi que la non-concrétisation de certains engagements pris. Prenant en considération le cadre réglementaire le régissant actuellement, le ministre du Commerce appelle ces Chambres à ne pas se contenter uniquement de revendiquer des droits mais aussi de remplir leurs obligations. Voire, à être réactives par rapport

aux évolutions et dynamiques économiques en cours et davantage attractives vis-à-vis des PME et autres opérateurs économiques.

A ce propos, Mustapha Benbada constate que l'adhésion aux CCI ne suscite pas l'engouement des entreprises, d'autant que seulement 2 à 3% des agents économiques adhèrent à ces instances censées d'intermédiation. Dans ce contexte, le ministre du Commerce a invité ces Chambres à élaborer un plan d'action national avec des déclinaisons au niveau de chacune des Chambres et qui constitueront des paramètres d'évaluation critique. En ce sens, Mustapha Benbada n'a pas écarté la possibilité de sanctionner tout manquement, voire d'opérer un large mouvement dans le corps des CCI.

C. B.